**ARRETE PORTANT TITULARISATION SUITE A DETACHEMENT POUR STAGE PAR VOIE DE PROMOTION INTERNE DANS LE CADRE D’EMPLOIS DE …**

**De Monsieur *(ou Madame)* …**

 ***(Fonctionnaire à temps complet ou non complet)***

***Les mentions en italiques constituent des commentaires destinés à faciliter la rédaction de l’arrêté. Ils doivent être supprimés de l’arrêté définitif.***

Le Maire **(*ou le Président*)** de ...

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 modifié relatif aux positions de détachement, hors-cadres, de disponibilité, de congé parental et de congé de présence parentale des fonctionnaires territoriaux ;

***Le cas échéant, si agent à temps non complet :*** *Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions dans des emplois permanents à temps non complet ;*

Vu le décret n° 92-1194 du 4 novembre 1992 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la Fonction Publique territoriale ;

Vu le décret n° 2008-512 du 29 mai 2008 relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux (***sauf pour la filière police municipale)*** ;

***Pour un fonctionnaire de catégorie A***

*Vu le décret n° 2006-1695 du 22 décembre 2006, modifié, fixant les dispositions statutaires communes applicables aux cadres d'emplois des fonctionnaires de la catégorie A de la fonction publique territoriale ;*

***Pour un fonctionnaire de catégorie B***

*Vu le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010, modifié, portant dispositions statutaires communes à divers cadres d’emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale ;*

***Pour un fonctionnaire de catégorie C***

*Vu le décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 relatif à l’organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;*

Vu le décret n° ……. du …… portant statut particulier du cadre d’emplois des …… **(*statut particulier du cadre d’emplois de nomination*)** ;

Vu le décret n° …… du …… portant échelonnement indiciaire applicable aux …… **(*échelonnement indiciaire* *du cadre d’emplois de nomination*)** ;

Vu l’arrêté portant nomination par détachement pour stage à compter du ……. de Monsieur ***(ou Madame)*** …… dans le grade de …… ***(libellé du grade)***, au …… ème échelon avec une ancienneté conservée au …… ***(viser éventuellement l'arrêté prolongeant ou prorogeant le stage)***,

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

Monsieur ***(ou Madame)*** …, né***(e)*** le …, titularisé***(e)*** dans le grade … à temps complet ***(ou non complet à raison de …/35ème)***.

**Article 2 :**

A compter de cette date, l’intéressé***(e)*** sera classé***(e)*** au …… ème échelon de son grade, Indice Brut ……, Indice Majoré ……. avec une ancienneté conservée au ……

**Article 3 :**

Monsieur (ou Madame) … devra effectuer les formations suivantes qui conditionnent l’inscription ultérieure sur une liste d’aptitude au titre de la promotion interne :

* formation de professionnalisation au premier emploi dans un délai de deux ans suivant la date de nomination ;
* formation de professionnalisation tout au long de la carrière (2 jours minimum, 10 jours maximum par période de 5 ans).

**Article 4 :**

L’intéressé*(e)* ne pourra être remplacé*(e)* dans son emploi et son grade d’origine de ... que s'il *(ou si elle)* est titularisé*(e)* dans son nouveau cadre d’emplois de ...

L’intéressé*(e)* sera réintégré*(e)* dans son grade de …, s’il *(ou si elle)* n'est pas titularisé*(e)* à l'issue de son stage.

**Article 5 :**

Pendant la durée de son détachement, Monsieur *(ou Madame)* … conservera son droit à l'avancement et à la retraite dans son cadre d’emplois d'origine,

**Article 6 :**

Au cours de cette même période, Monsieur *(ou Madame)* … restera affilié(e) à la CNRACL (*ou à l’IRCANTEC pour une durée hebdomadaire inférieure à 28 heures)* et devra effectuer les versements fixés par le règlement de cette caisse sur le traitement perçu durant le détachement.

**Article 7 :**

 Le Directeur Général des Services *(ou la secrétaire de mairie, le Directeur…)* est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur *(ou Madame)*...

**Article 8 :**

Le Maire *(ou le Président)* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif d’Amiens dans un délai de deux mois, à compter de la présente notification.

**Article 9**:

Ampliation du présent arrêté sera transmise au Préfet, au Président du Centre de Gestion de l’Oise et au comptable de la collectivité.

Notifié à l'agent le : Fait à ..., le ...

(date et signature) Le Maire *(ou le Président)*,